

fasse concurrence au nôtre sur les marchés du monde. Mais nous sommes de bons voisins; nous les aimons, nous sommes, entre leurs mains, très dociles et très conciliants, surtout quand il s'agit de commerce. Quand nous considérons cependant le commerce normal, nous constatons que nos clients...

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je rappelle au député que la portée du bill à l'étude est trop restreinte pour permettre une discussion générale sur le commerce.

L'hon. M. Rowe: En toute déférence pour votre décision, devant laquelle je m'incline, monsieur l'Orateur, j'avais l'impression que le projet de loi à l'étude avait trait au commerce. S'il en est autrement, ni le ministre ni moi ne savons sur quoi porte le bill.

L'hon. M. McCann: Ne parlez qu'en votre nom.

L'hon. M. Rowe: C'est sur cette question qu'il porte en réalité, je crois.

L'hon. M. McCann: Vraiment? On y parle d'importations.

L'hon. M. Rowe: Et que sont les importations?

L'hon. M. McCann: Ne le savez-vous pas?

L'hon. M. Rowe: Vous devriez le savoir car cela fait partie de votre travail.

L'hon. M. McCann: Je sais ce qu'on entend par là.

L'hon. M. Rowe: Aucun commerce n'est possible si on n'importe pas. Je ne veux pas parler au nom du ministre...

L'hon. M. McCann: Non.

L'hon. M. Rowe: ...mais lui et moi sommes complètement d'accord. Nous reconnaissons que les importations font partie du commerce.

L'hon. M. McCann: Une partie du commerce oui; la moitié.

L'hon. M. Rowe: Pardon?

L'hon. M. McCann: Elles en constituent la moitié.

L'hon. M. Rowe: Oui, la moitié. Je constate que durant le dernier semestre, le Canada a acheté des États-Unis pour 587 millions de plus qu'il n'a vendu. Durant les huit premiers mois de 1953 notre balance commerciale défavorable avec le monde en général s'est chiffrée à 206 millions, tandis que pour la même période de huit mois en 1952 nous avons eu une balance commerciale favorable de 252 millions. Donc, même si les importations ne constituent que la moitié de notre commerce, elles ont, en ce qui nous concerne,

représenté plus que la moitié. Nous achetons beaucoup plus par tête des États-Unis que les États-Unis n'achètent par tête de nous, même en tenant compte de ce que notre population n'atteint pas même 15 millions.

Je soutiens, monsieur l'Orateur, que c'est un point que j'ai le droit de formuler. Cette modification a précisément pour but, sauf erreur, d'aider nos fabricants de textile à vendre leurs produits au Canada et à faire face à la concurrence à laquelle donne lieu l'importation de produits moins chers, des États-Unis. Je me rends compte que cette modification n'intéresse que ce pays en particulier mais je sais également que l'ensemble de notre commerce est gravement menacé par le recours au dumping, qu'il ait lieu en fin de saison ou en d'autres périodes. J'ignore pourquoi le bill ne se rapporte qu'aux denrées mises en vente en fin de saison. L'article 1^{er} du bill comporte le passage suivant:

...lorsque le prix courant d'effets fabriqués dans le pays d'exportation, par suite de l'avance de la saison ou de la période d'organisation du marché, a fléchi à des niveaux qui ne reflètent pas, selon le ministre, leur prix normal...

Je ne vois pas pourquoi on ne tiendrait compte que de la saison ou de la période de vente. J'espère que l'on songera à nous soumettre des modifications qui ne se limiteront pas uniquement aux articles fabriqués. Il y a beaucoup d'autres catégories de produits au pays qui sont gravement atteints.

Nous avons du respect pour les accords de Genève. Je crois que le ministre a déclaré à Genève que les accords sur le tarif douanier et le commerce pourraient être laissés dans l'état où ils sont actuellement au moins pour une autre année jusqu'à ce que les principaux pays sachent où ils vont non seulement en ce qui concerne les politiques commerciales mais aussi les problèmes de financement et de paiements. Le ministre du Commerce (M. Howe) ne savait évidemment pas alors où allaient ces pays parce qu'avant la conférence ils avaient assez bien établi déjà leurs politiques fiscales. Depuis ce temps-là, nous avons vu nos produits subir toutes sortes de répercussions, nos produits laitiers par exemple, et la rumeur veut maintenant qu'une mesure des États-Unis influe sur nos céréales secondaires.

Je prétends qu'on pourrait améliorer cet amendement. Même alors, je doute que le bill pourrait être aussi efficace que le ministre l'espère. Je crois que le Canada a d'immenses possibilités. Toutefois, avec moins de quinze millions de population et le quart environ de notre prétendu commerce tributaire des exportations, nos marchés intérieurs revêtent beaucoup d'importance. En face de toute décision concernant notre politique